

## Pays-Bas

Le Conseil Social et Économique (SER) des Pays-Bas a été saisi en juin 2009 pour conseiller le Gouvernement dans sa politique de développement durable. En mai 2010, est sorti le rapport consultatif *Making sustainable growth work*, dont les recommandations sont soutenues par les organisations environnementales et de protection de la nature, qui ont été représentées dans le comité préparatoire.

### A) Travaux sur les questions de progrès, développement et bien-être

En février 2009, le Bureau des Pays-Bas pour l'Analyse de Politique économique (CPB), l'Agence d'Évaluation Environnementale des Pays-Bas (PBL), l'Institut du Pays-Bas pour la Recherche Sociale (SCP) et la Statistique les Pays-Bas (CBS) ont présenté le Moniteur de Durabilité pour les Pays-Bas 2009. La notion du développement durable a été abordée à partir de l'approche en capital, qui identifie les ressources disponibles (capital naturel, social, économique et humain) importantes pour les générations présentes et futures dans leur quête de prospérité.

Le Moniteur a choisi des indicateurs pour douze thèmes différents : Climat et énergie; biodiversité; sol, air et eau; participation sociale; Confiance; utilisation de la main-d'œuvre; éducation; santé; capital physique; connaissance; distribution et inégalité; et une dimension Internationale (les conséquences mondiales de consommation de Pays-Bas).

Selon le SER, l'utilisation d'un jeu d'indicateurs permet plus de justice dans la prise de décisions face à la nature complexe du développement durable. Le Conseil croit que le jeu d'indicateurs des éditions suivantes du Moniteur de Durabilité devrait être plus élaboré, par exemple en éclairant les progrès des politiques de durabilité et de responsabilité sociétale. Les éditions suivantes devraient aussi prêter plus d'attention aux actions à accomplir dans une perspective européenne et mondiale.

### B) Intérêt national pour les travaux dans ce domaine

La crise financière et économique et les crises qui l'ont précédé sont des signes clairs que des changements structurels globaux sont nécessaires. Le Conseil croit que la crise est une excellente opportunité pour reconfirmer l'importance du développement durable. Le Gouvernement reconnaît qu'une approche radicalement différente est nécessaire et travaille à la transition à une économie et une société durable. Le monde des affaires, quant à lui, a déjà entrepris de multiples initiatives pour rendre l'économie plus durable.

#### La vue du Conseil Economique et Social sur le développement durable

Le développement durable peut être réalisé si le concept de prospérité est appliqué. Ce concept implique plus que le progrès matériel (niveau de vie plus haut, hausse du pouvoir d'achat) : il englobe aussi le progrès social (le bien-être, la cohésion sociale) et un environnement de bonne qualité (spatial et environnemental). Ceci implique non seulement de réaliser les trois aspects "ici et maintenant" mais aussi "ailleurs" (internationalement, avec un détail se concentrent sur des pays en voie de développement) et "plus tard" (pour des générations futures).

Le développement durable possède plusieurs dimensions différentes; c'est aussi un processus de long terme, donc rempli d'incertitudes. Il est peu probable de respecter les différents critères de durabilité de manière immédiate. Des choix sont à faire, par exemple entre le degré de dégâts

environnementaux considérés comme acceptables et le prix que la société est prête pour payer pour ceci (durabilité écologique contre durabilité économique). Un choix de cette sorte exige une évaluation politique. Intrinsèquement, le développement durable est un processus piloté socialement, ce qui implique la recherche, l'étude, le pesage du pour et du contre et l'engagement.

C'est au gouvernement de créer un environnement qui permet, encourage et, si nécessaire, contraint l'innovation et le changement vers la durabilité. Il peut intervenir de multiples manières, dont la création d'une large structure politique fournissant le financement adéquat. Suite à la crise, il doit assurer que la dépense pour la durabilité est aussi rentable que possible.

Le Conseil a observé que les divers programmes de politique se centrent principalement sur les thèmes économiques et écologiques, en particulier sur l'énergie, le climat et l'environnement. Le Conseil croit néanmoins qu'il faut se prémunir d'une approche trop étroite du développement durable. Ainsi, la politique européenne de durabilité englobe les questions sociales, tandis que l'approche hollandaise est limitée aux thèmes environnementaux. La politique hollandaise devrait aussi mettre plus l'accent sur les aspects sociaux de la durabilité, par exemple l'emploi, la santé, la sécurité et le fait que les salariés soient partie prenante. La recherche de solutions durables devrait toujours avoir lieu dans le contexte le plus large possible, y compris les conflits d'intérêts et les dilemmes qui peuvent être impliqués.

### **C) Propositions en relation avec les futurs travaux sur ces thématiques**

Le développement durable exige de trancher dans les différents conflits d'intérêts. Il est important d'utiliser les bons indicateurs lorsque ces choix sont effectués. Dans le débat politique, l'accent est traditionnellement mis sur le revenu national et la croissance économique, mais le Conseil croit que les décideurs devraient mettre l'accent sur d'autres indicateurs environnementaux, sociaux et économiques. Il existe aussi un besoin de considérer la relation entre ces différents indicateurs. Un tel jeu d'indicateurs devrait être utilisé pour faire le compromis entre des intérêts différents visibles.

Ces conclusions poussent le SER à recommander à inviter les auteurs du Moniteur à définir un jeu d'indicateurs conforme à l'approche de l'UE. Ce jeu d'indicateurs devra jouer un rôle majeur dans le processus politique, par exemple lorsque sont négociés l'accord de coalition et le budget annuel.

## **Indicateurs du Moniteur 2009**

### **Headline indicators**

#### **Natural capital**

A1 Greenhouse gas emissions (tonnes CO<sub>2</sub>-eq. (GWP) pp)  
 A2 Energy reserves (GJ pp)  
 B1 Mean species abundance (%)  
 D1 Urban exposure to particulate matter (µg/m<sup>3</sup>)

#### **Social capital**

E1 Social participation (hours pw)  
 F1 Generalised trust (score out of 10)  
 F2 Discrimination (%)

#### **Human capital**

G1 Hours worked (hours pp py)  
 H1 Education level (% with sse)  
 J1 Female life expectancy (years)

#### **Economic capital**

K1 Capital stock (1,000 euro (2005) pp)  
 L1 Knowledge capital (R&D) (1,000 euro (2005) pp)

**Sub-indicators****Natural capital**

- A1 Greenhouse gas emissions (tonnes CO<sub>2</sub>-eq. (GWP) pp)
- A2 Energy reserves (GJ pp)
- A3 Energy intensity (oil eq. per 1000 euro GDP)
- A4 Renewable energy (%)
- B1 Mean species abundance (%)
- B2 Red list (number of species)
- B3 Preservation of species (%)
- B4 Area of nature and forest (%)
- D1 Urban exposure to particulate matter (µg/m<sup>3</sup>)
- D2 Acidifying emissions (kg acid eq. pp)
- D3 Nitrogen deposits (mol per ha. py)
- D4 Phosphorus in soil (kg per ha)
- D5 Phosphorus in water (g per l)

**Social capital**

- E1 Social participation (hours pw)
- E2 Voluntary work (%)
- E3 Contacts with family and friends (%)
- F1 Generalised trust (score out of 10)
- F2 Feelings of discrimination (%) 2)
- F3 Trust in institutions (%)

**Distribution and inequality****Social capital**

- E1 Social participation (hours pw)
- F1 Generalised trust (score out of 10)

**Human capital**

- G1 Hours worked (hours pp py)
- G2 Labour participation (%)
- G3 Hours worked by workers (hours pw pwkr)
- H1 Education level (% with sse)
- H6 Lifelong learning (%)
- J1 Female life expectancy (years)

**Human capital**

- G1 Hours worked (hours pp py)
- G2 Labour participation (%) Hours worked by workers (hours pw pwkr)
- G4 Retirement age (age)
- G5 Over-65s (%)
- H1 Education level (% with sse)
- H2 Education level of young people (% sse)
- H3 School leavers (%)
- H4 Maths skills (PISA score)
- H5 Education expenditure (% GDP)
- H6 Lifelong learning (%)
- J1 Female life expectancy (years)
- J2 Healthy female life expectancy (years)
- J3 Health expenditure (% GDP)

**Economic capital**

- K1 Capital stock (1,000 euro (2005) pp)
- K2 Capital stock per unit of GDP (proportion)
- K3 Investment (% GDP)
- L1 Knowledge capital (R&D) (1,000 euro (2005) pp)
- L2 Private sector expenditure on R&D (% GDP)
- L3 Public sector expenditure on R&D (% GDP)
- L4 Patents (number pmp)

**International dimension**

- N1 Depletion of natural capital (% GDP) of which:
  - energy sources (% GDP)
  - minerals (% GDP)
  - forest (% GDP)
  - CO<sub>2</sub> emissions (% GDP)
  - A5 CO<sub>2</sub> trade balance (mln kg CO<sub>2</sub>)
  - A6 GG emissions in aid of consumption
  - B5 Land use in aid of consumption
  - C1 Imports (% total imports)
  - C2 Imports from region (% imports of natural resources)